

BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 10 novembre 2025

Tunisie - Zoom sur le secteur bancaire en 2024

La Banque Centrale de Tunisie (BCT) a publié, le 06 novembre 2025, son [rapport annuel](#) sur la supervision bancaire pour l'année 2024, dressant un bilan détaillé de l'activité et de la situation financière du secteur bancaire en Tunisie.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,6 Md TND

Le résultat net global
des banques résidentes
en Tunisie en 2024 (soit
470 M EUR)

Le bénéfice net global du secteur bancaire progresse de 8,6% en 2024, et repose de plus en plus sur les revenus issus des placements souverains. En 2024, le secteur bancaire tunisien comptait 22 banques résidentes, concentrant 93% des actifs totaux, 95% des crédits et 97% des dépôts. Parmi ces banques résidentes, cinq banques publiques regroupent à elles seules 36% des actifs, 38% des crédits et 29% des dépôts. En 2024, le produit net bancaire (PNB) a progressé de 5,5% pour atteindre 8 Mds TND (2,3 Mds EUR), porté par la hausse des revenus issus des investissements de portefeuille (+31,1% à 2 Md TND), en lien avec les intérêts des bons du Trésor, et la hausse des commissions nettes (+4,5% à 1,6 Md TND). En revanche, la marge d'intérêt s'est contractée (-1,8% à 3,7 Mds TND), en raison du ralentissement de l'activité de crédit et de la progression soutenue des dépôts. Le résultat net global du secteur s'est accru de 8,6% pour s'établir à 1,6 Md TND (environ 470 M EUR), avec 17 banques bénéficiaires (1,7 Md TND) et 5 déficitaires. Les indicateurs de rentabilité demeurent stables, avec un ROA de 1% et un ROE de 10,3% en 2024, des niveaux qui reflètent une activité peu dynamique.

La croissance de l'encours de crédit reste modérée (+2,8%), freinée par le ralentissement des crédits au secteur privé dans un environnement de taux d'intérêt élevés. L'encours de crédit à l'économie a progressé de 2,8% en 2024 à 119 Mds TND (34,8 Mds EUR), un rythme stable par rapport à 2023 mais nettement inférieur à celui observé en 2022 (+7,7%). Ce ralentissement intervient dans un contexte d'inflation encore élevée (+7% en moyenne en 2024, contre +9,3% en 2023), reflétant une baisse du crédit en termes réels. Si l'encours de crédit aux entreprises et administrations publiques (+9,5% à 17 Mds TND) s'est nettement accéléré, celui des entreprises privées progresse plus modérément (+1,5% à 72 Mds TND) et demeure concentré dans le secteur industriel et des services. Les crédits aux particuliers ont également ralenti (+2,3% à 29 Mds TND, après +3,1% en 2023), sous l'effet de la décélération des prêts immobiliers (+0,8% à 13 Mds TND, après +3,3% en 2023). Cette évolution pourrait refléter les effets de la réforme des chèques sans provision, entrée en vigueur en août 2024, qui revoit à la baisse les taux d'intérêt à long terme sur certains crédits à taux fixe.

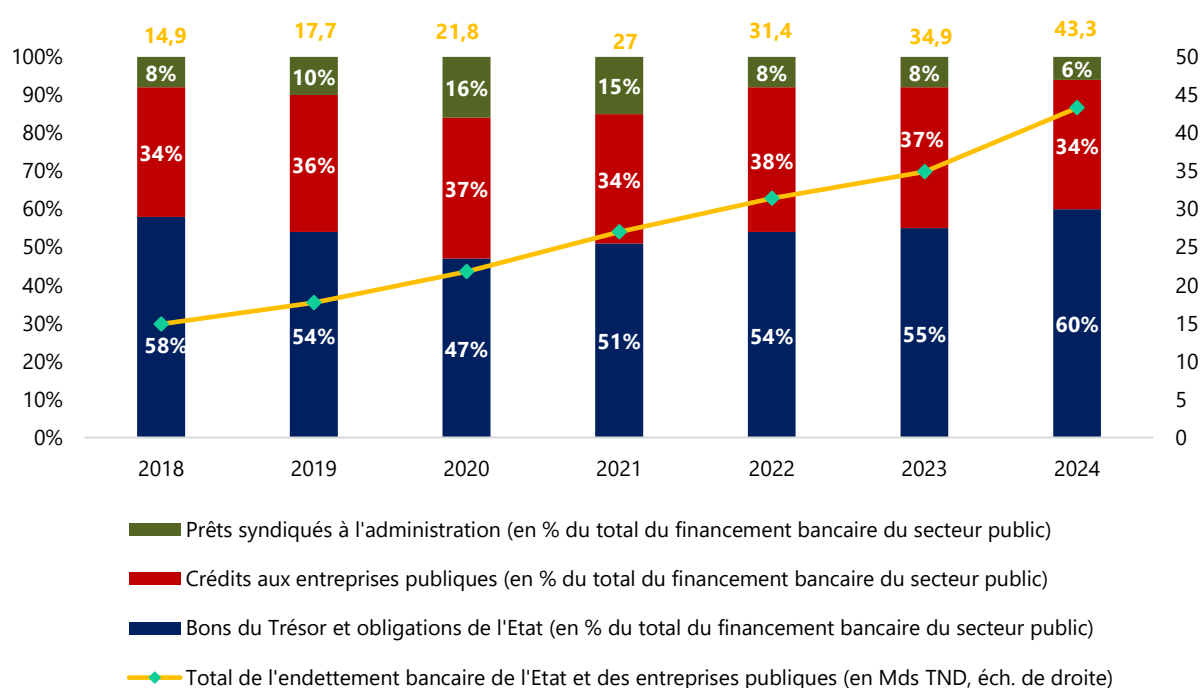
La qualité du portefeuille de crédits des entreprises privées et des particuliers poursuit sa dégradation, alors que l'exposition au risque souverain continue de s'accroître. L'encours de

prêts non performants (NPL) au secteur privé et aux particuliers a augmenté de 11,2% en 2024 pour atteindre 19,2 Mds TND, soit 14,5% de l'ensemble des engagements du secteur bancaire, un niveau en constante augmentation depuis 2022 (+0,9 p.p. par rapport à 2023 et +1,9 p.p. par rapport à 2022). Cette situation est relativement hétérogène puisque neuf banques présentent un taux inférieur à 7% alors que neuf autres affichent un taux supérieur à 15%. Le taux de NPL des entreprises privées atteint 19,9%, sous l'effet de la hausse des défauts des petites et moyennes entreprises (PME) dans un contexte de croissance économique modérée (+1,6%). Les secteurs du tourisme et de la construction restent les plus exposés avec des taux de NPL de 35% et 27% respectivement. La qualité de crédit des particuliers s'est également légèrement détériorée (8%, contre 7,7% un an plus tôt). Parallèlement, l'exposition des banques au risque souverain s'est encore renforcée, les financements au secteur public (bons du Trésor et emprunts compris) atteignant 43,3 Mds TND (soit 12,7 Mds EUR ; +23% par rapport à 2023), dont 14,5 Mds TND pour les entreprises publiques (+13,1%). Au total, la part des actifs souverains dans le secteur bancaire atteindrait désormais 25% selon la BCT (contre encore 19,1% en 2022 et 12% en 2018).

Une solvabilité contrastée dans l'attente de la convergence vers les normes internationales.

Les fonds propres nets des banques résidentes ont légèrement augmenté (+1,3% à 16,5 Mds TND) en 2024, soutenus par la révision annuelle des provisions collectives et la politique de distribution de dividendes prudente imposée par la BCT. Combinée à la stabilité des actifs pondérés par le risque, cette évolution a permis une légère amélioration du ratio de solvabilité, à 14,4% (contre 14,2% en 2023). Ce ratio reste toutefois calculé selon Bâle I, dans l'attente de la convergence vers les normes de Bâle III et IFRS prévue pour 2026, qui pourrait conduire à une réévaluation à la baisse des niveaux de capitalisation. En outre, la situation demeure contrastée puisque cinq banques présentent un ratio de solvabilité inférieur au seuil réglementaire de 10%. Sur le plan de la liquidité, le ratio crédits/dépôts a continué de reculer pour s'établir à 96,2% (contre 101,4% en 2023) sous l'effet de la faible progression du crédit et la hausse soutenue des dépôts. La liquidité est également soutenue par les opérations de refinancement de la BCT d'un montant de 7,3 Mds TND, en hausse de 5,5% par rapport à 2023.

Evolution du financement du secteur public par les banques résidentes tunisiennes.



Source : Rapport annuel sur la supervision bancaire pour l'année 2024 (BCT).

Tunisie

Le déficit commercial s'élève à 18 Mds TND à fin octobre 2025, soit un creusement de 17% sur un an

Selon les [données publiées](#) par l'Institut National de la Statistique (INS), les exportations de biens ont atteint 52,2 Mds TND (15,2 Mds EUR) à fin octobre 2025, en hausse de 1,1% par rapport à la même période en 2024. Les importations, en revanche, ont progressé plus rapidement (+4,9% sur un an) pour s'établir à 71 Mds TND (21 Mds EUR), creusant le déficit commercial de 17% à 18 Mds TND (5,3 Mds EUR), contre 15 Mds TND un an plus tôt. La croissance des exportations a été portée par les ventes dans le secteur des mines, phosphates et dérivés (+9,4% à 1,9 Md TND) ainsi que par les équipements des industries mécaniques et électriques (+7,7% à 25,7 Mds TND).

Ces gains ont toutefois été partiellement compensés par : (i) le recul des ventes de produits énergétiques (-29,2% à 2,3 Mds TND), en raison des arrêts pour maintenance de la Société Tunisienne des Industries de Raffinage (STIR) en janvier et avril 2025 ; et (ii) la baisse des exportations agroalimentaires (-13,8% à 6,5 Mds TND), liée à la chute des prix de l'huile d'olive malgré la hausse des volumes exportés.

Les importations ont continué de croître sous l'effet de la hausse des achats de biens d'équipement (+14,5% à 12,9 Mds TND) et de matières premières et produits semi-finis (+6,7% à 23,9 Mds TND). À fin octobre 2025, les principaux clients de la Tunisie restent la France (24% des ventes), l'Italie (17,3%) et l'Allemagne (15%), tandis que ses principaux fournisseurs sont la Chine (13% des achats), l'Italie (11%) et la France (11%). La hausse des importations de produits chinois est particulièrement notable par rapport à 2024 (+25%).

Les flux d'investissement internationaux entrants progressent de 28,1% sur les 9

premiers mois de l'année 2025 selon la FIPA

Selon les [dernières estimations](#) de l'Agence de promotion des investissements étrangers en Tunisie (FIPA), les investissements internationaux en Tunisie ont atteint 2,6 Mds TND (environ 758 M EUR) sur les neuf premiers mois de 2025, marquant une progression de 28,1% par rapport à la même période en 2024. Ces investissements se composent quasi-exclusivement d'investissements directs à l'étranger (IDE) représentant 98% du total (soit 2,5 Mds TND ou environ 743 M EUR), les investissements de portefeuille étant marginaux (2% du total à 52,7 M TND – 15 M EUR) malgré une relative progression (+58% sur un an). Les IDE demeurent concentrés dans les industries manufacturières (64% du total des IDE) en particulier l'industrie mécanique électrique et électronique, l'aéronautique, le textile et l'agroalimentaire, suivi du secteur de l'énergie (19,5%) et des services (14,4%) alors que les investissements dans le secteur agricole restent modestes (2,5%). Hors énergie, la France conserve son rang de 1^{er} investisseur direct étranger en Tunisie (31,3% des flux d'IDE hors énergie) avec près de 640 M TND (soit 186 M EUR) investis à fin septembre 2025, devant l'Allemagne (294 M TND) et l'Italie (242 M TND).

Organisation d'un conseil ministériel dédié à l'investissement

La cheffe du gouvernement, Sarra Zaafrani Zenzeri, a présidé le 13 novembre 2025 un conseil ministériel consacré à la réforme du système d'investissement. Selon le [communiqué](#) de la présidence du gouvernement, ces travaux s'inscrivent dans le cadre des orientations du budget 2026 et du Plan national de développement 2026-2030. Les priorités du gouvernement porteraient notamment sur la révision du cadre législatif, la simplification et la digitalisation des procédures, ainsi que sur l'amélioration des infrastructures administratives afin de réduire les délais de traitement, renforcer la transparence et

assurer un suivi plus rigoureux des indicateurs d'investissement. La cheffe du gouvernement a également rappelé que la plateforme nationale de l'investissement, conçue pour centraliser l'ensemble des démarches et services administratifs, devrait être lancée prochainement. Présent lors du conseil, le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, a rappelé les mesures engagées pour soutenir l'entrepreneuriat et libéraliser certains secteurs d'activité et qui comprennent entre autres la révision des cahiers des charges encadrant plusieurs activités, aujourd'hui sources de lourdeurs administratives et de freins à l'investissement.

Signature d'un financement de 430 M USD de la Banque mondiale pour la modernisation du secteur de l'énergie

La Banque Mondiale a [annoncé](#) le 11 novembre 2025 la signature avec l'Etat tunisien d'un financement total de 430 M USD pour la modernisation du secteur de l'énergie. Ce programme baptisé TEREG (*Tunisia Energy Reliability, Efficiency, and Governance Improvement Program*) se concentre sur trois axes principaux: (i) contribuer à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de la Tunisie de 5% à fin 2024 à 27% en 2028 et au renforcement du réseau électrique tunisien afin d'assurer sa capacité à absorber la future production électrique renouvelable; (ii) renforcer les performance financières et opérationnelle de la STEG en réduisant d'ici 2028 les pertes du réseau électrique et les impayés de ses clients privés et publics; et (iii) améliorer la gouvernance et la transparence du secteur de l'électricité en Tunisie via notamment l'instauration d'un régulateur indépendant du secteur de l'énergie électrique et l'adoption par la STEG d'un plan d'investissement décennal de production et de transport d'électricité.

Le projet bénéficiera d'un prêt de 400 M USD de la Banque mondiale et d'un prêt concessionnel de 30 M USD du *Clean Technology Fund*, un *Financial intermediary funds* (FIF) doté d'environ 9,25 Mds USD et

géré par la Banque mondiale pour le compte des Etats Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne, du Canada, de la France, de l'Espagne, l'Australie, la Suède et le Danemark.

Ce projet TEREG s'inscrit dans le cadre de la transition énergétique tunisienne, fondée sur le développement d'EnR intermittentes (objectif de 35% du mix électrique d'ici 2030 et 50% d'ici 2035). Cette politique volontariste impose notamment un réseau électrique national renforcé et mieux interconnecté avec les réseaux électriques voisins grâce notamment à des nouvelles interconnexions électriques comme Eldmed reliant la Tunisie à l'Europe via la Sicile.

La Tunisie est le pays d'Afrique le mieux intégré dans les chaînes de valeurs « vertes »

La Tunisie confirme sa 1^{ère} place des pays africains les mieux intégrés dans les chaînes de valeurs « vertes », selon le *Greenplexity Index 2024* publié par le [Harvard Growth Lab](#) de la Harvard Kennedy School. L'indice, comprenant 145 pays évalue la diversité et la complexité des économies vertes et distingue les États capables de créer des produits à forte valeur ajoutée plutôt que de se limiter à l'exploitation de ressources naturelles.

Classée 33^{ème} au niveau mondial, elle se maintient depuis plus d'une décennie entre la 33^{ème} et la 38^{ème} place, confirmant la stabilité et la maturité de son écosystème industriel et technologique orienté vers les technologies vertes. En Afrique, le Maroc (58^{ème} mondial), l'Égypte (64^{ème}), Maurice (67^{ème}) et l'Afrique du Sud (69^{ème}) figurent également parmi les pays engagés dans le développement des technologies durables, mais restent derrière la Tunisie en termes de diversification industrielle et d'intégration technologique.

Cette bonne position témoigne de l'intégration de la Tunisie dans les chaînes de valeur transméditerranéennes et son effet positif sur la montée en gamme de

l'économie tunisienne, y compris sur le plan de la transition énergétique et écologique.

Rencontre entre le ministre de l'Economie et les présidents du GITAS et du GIFAS

Le ministre tunisien de l'Économie, M. Samir Abdelhafidh, a reçu ce jeudi 13 novembre 2025 la présidente du GITAS (Groupement des Industries Tunisiennes Aéronautiques et Spatiales) Mme Stefania Sonia Dallali et le directeur général du GIFAS (groupement français équivalent) M. Frédéric Parisot pour discuter des perspectives de coopération et d'investissement dans un secteur aéronautique en pleine croissance, soutenu par le savoir-faire local et la stabilité logistique du pays. Il a réaffirmé la volonté du gouvernement de renforcer l'attractivité de la Tunisie en misant sur la formation spécialisée, la logistique et l'accompagnement des investisseurs, notamment français.

Cette rencontre s'inscrit dans la continuité du partenariat entre GITAS et GIFAS, visant à favoriser les échanges technologiques et à soutenir la montée en gamme de la production tunisienne, en particulier dans le secteur stratégique des composants aéronautiques. Créé en 2006, le GITAS regroupe aujourd'hui 56 industriels du secteur de l'industrie aéronautique en Tunisie sur le modèle du GIFAS français.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	59	60,4
Croissance du PIB réel, en %	1,6	2,5	2,1
Taux d'investissement, en % du PIB	-	-	-
Taux d'épargne, en % du PIB	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	5,9	6,1
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,3	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	27,9	27,5	27,4
Dépenses publiques, en % du PIB	33,8	32,9	32,6
Dette publique, en % du PIB	83,3	80,6	82,6
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-3,1	-3,3
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,7	7,9
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	B-/CAA1 stable	-

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T2 2025	+3,2%	+1,6 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T2 2025	15,3%	-0,4 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Oct. 2025	4,9%	-0,1 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 10/11/2025	7 141 M TND	+7,1% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 10/11/2025	7 510 M TND	+7% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 26/03/2025	7,5%	-0,5 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 12/11/2025	107 jours	-6jours
USD/TND	Au 12/11/2025	2,95	-6,14%
EUR/TND	Au 12/11/2025	3,40	+2,11%

Sources : INS, BCT.

Libye

La BCL a collecté 3,7 Mds USD au titre de la taxe sur les ventes en devises étrangères à fin octobre 2025

La Banque centrale de Libye (BCL) a publié, le 11 novembre 2025, son [rapport](#) sur l'exécution du budget de l'État pour les dix premiers mois de l'année 2025. À fin octobre, les recettes publiques ont atteint 19,7 Mds USD, dont 98% proviennent du secteur pétrolier, à travers les revenus du pétrole (16,5 Mds USD) et les redevances pétrolières (2,8 Mds USD).

En revanche, les recettes fiscales, principalement composées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, ainsi que les recettes douanières restent marginales, représentant à peine 200 M USD. Du côté des dépenses, celles-ci ont atteint à 18,1 Mds USD sur les dix premiers mois de l'année et demeurent dominées par la masse salariale (10,1 Mds USD, soit 58% des dépenses) et les subventions, principalement destinées aux carburants et aux allocations sociales, qui s'élèvent à 6,1 Mds USD (34% des dépenses). Les autres postes demeurent marginaux, les dépenses d'acquisition de biens et services atteignant 800 M USD, alors que presque aucune dépense de développement n'a été engagée.

Par ailleurs, la BCL a indiqué avoir collecté l'équivalent de 3,7 Mds USD au titre de la taxe sur les ventes de devises étrangères. Hors recettes issues de cette taxe, l'excédent budgétaire s'établit à 1,6 Md USD à fin octobre.

Concernant les flux en devises, les dépenses, principalement destinées au paiement des importations, aux transferts personnels et aux versements à certaines entreprises publiques, ont atteint 26 Mds USD, entraînant une sortie nette de devises de l'ordre de 6,8 Mds USD à fin octobre 2025.

Signature d'un accord Libye-Italie pour la relance de la reconstruction de l'autoroute littorale

La Libye et l'Italie ont [signé](#) le 6 novembre 2025 un accord pour la construction du tronçon Al-Aziziya–Ras Jdir, long de 160 km, composante essentielle de l'autoroute côtière Emsaad–Ras Jdir de 1 750 km reliant les grandes villes du littoral jusqu'à la frontière tunisienne. Financé en partie par Rome dans le cadre du traité d'amitié et de coopération de 2008, ce projet relancé marque la reprise des grands travaux d'infrastructure suspendus depuis 2011, avec pour objectif de moderniser le réseau routier, améliorer la connectivité et stimuler la relance économique du pays. Le montant total du projet serait estimé à environ 5 Mds USD selon le communiqué officiel du gouvernement d'union nationale (GUN), sans que la répartition entre les différents financeurs ne soit connue à ce stade.

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,4	48	49,2
Croissance du PIB réel, en %	1,9	15,6	4,2
Production pétrolière, en M b/j	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,1	1,8	1,6
Solde budgétaire, en % du PIB	-25,1	-4,3	-1,0
Solde courant, en % du PIB	-4,2	0,9	0,6
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	81,5	81,1

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

[Abonnez-vous : S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.